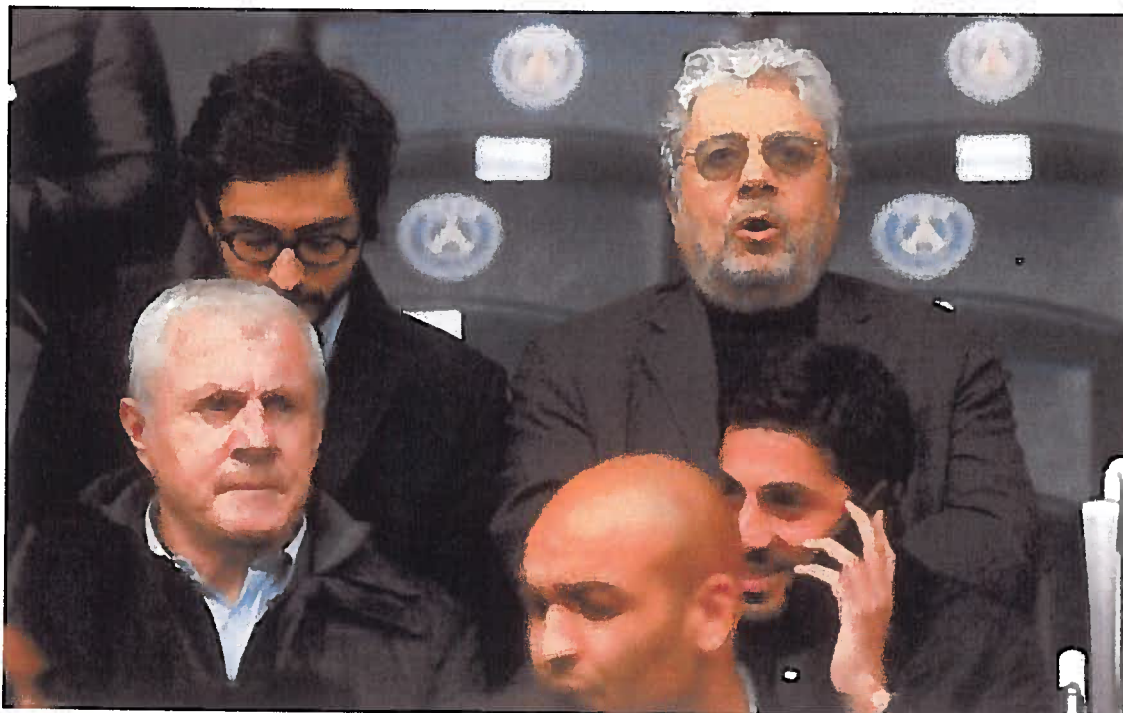


Votre partenaire pour investir

Escroquerie, Islande et Enrico Macias: début mardi du procès Landsbanki

AFP le 30/04/2017 à 12:57

8



Le chanteur Enrico Macias (D) à un match de football au Stade de France, le 22 avril 2017 (AFP / FRANCK FIFE)

Des centaines de propriétaires immobiliers, dont le chanteur Enrico Macias, emportés il y a presque dix ans dans la débâcle du secteur bancaire islandais: mardi s'ouvre à Paris le procès d'une vaste escroquerie.

Le patron de la banque islandaise Landsbanki, ainsi que les dirigeants d'une filiale luxembourgeoise et des complices présumés sont jugés jusqu'au 24 mai par le tribunal correctionnel de Paris.

Neuf hommes et une personne morale comparaissent. L'escroquerie est passible d'une peine allant jusqu'à cinq ans de prison et de 375.000 euros d'amende.

Ils feront face à une centaine de parties civiles, propriétaires de biens immobiliers de valeur. Parmi eux, Enrico Macias, qui avait lancé l'affaire en portant plainte en mai 2009, et qui devrait s'exprimer devant les juges mercredi ou jeudi.



Le juge Renaud Van Ruymbeke quitte le tribunal, le 1er avril 2015 à Paris (AFP / MARTIN BUREAU)

L'ordonnance du juge Renaud Van Ruymbeke - document qui renvoie formellement l'affaire devant un tribunal - explique méthodiquement une escroquerie à double ressort: les victimes ont été trompées sur la solidité de l'établissement bancaire et sur les risques du montage financier.

2007, la plus grande crise financière de l'histoire s'amorce et la majorité des banques européennes, inquiètes, deviennent avares en crédits. Au contraire des banques islandaises, qui se développent encore frénétiquement à l'étranger.

A cette époque, Landsbanki Luxembourg propose à des propriétaires français de gager auprès d'elle leurs villas et autres appartements, en échange d'un prêt correspondant à la valeur des biens, et d'au moins 500.000 euros.

- "Le mendiant de l'amour" -

Ces propriétaires ne perçoivent qu'une partie du crédit en argent frais, la banque convertit le reste en placements, dont le rendement est censé couvrir les intérêts. Un prêt à taux zéro, en quelque sorte, qui séduit entre autres un couple anglais fortuné, le propriétaire d'une salle de gym, un retraité touchant moins de 1.000 euros par mois, et Enrico Macias.

Le chanteur, célèbre pour des titres tels que "Les filles de mon pays" ou "Le mendiant de l'amour", veut rénover une villa à Saint-Tropez, mais ne trouve pas de financement auprès des banques françaises. Il fait affaire avec Landsbanki Luxembourg, qui lui prête un montant "exceptionnellement élevé", souligne le juge d'instruction: 35 millions d'euros.

Enrico Macias perçoit en réalité neuf millions, moins les frais, le reste étant placé par la banque.

Lorsqu'il signe, en juillet 2007, les signaux sont déjà au rouge pour le secteur bancaire islandais, hypertrophié, avec une banque centrale impuissante et un organisme de régulation dépassé.



Une femme entre dans une succursale de la deuxième plus grande banque islandaise, Landsbanki (Landsbankinn) à Reykjavik, le 8 octobre 2008 (AFP/Archives / Olivier MORIN)

Les représentants de Landsbanki Luxembourg vantent la solidité d'un établissement auréolé d'un AAA, la meilleure note des agences de notation, alors même que, selon le juge Van Ruymbeke, la situation de la maison-mère islandaise est déjà "gravement compromise".

La crise éclate véritablement à la fin de l'été 2008: le gouvernement islandais décide alors de nationaliser les trois principales banques, dont Landsbanki, le 7 octobre. La filiale au Luxembourg est mise en liquidation.

Les propriétaires ayant souscrit les prêts litigieux se voient réclamer un remboursement intégral, alors qu'ils n'ont touché qu'une partie des fonds. S'ils refusent, ils sont assignés en justice, et menacés d'une saisie des biens hypothéqués. Les plaintes s'accumulent et le scandale Landsbanki Luxembourg éclate.

Parlant d'une "course au triple galop pour éviter la faillite", Me Eric Morain, avocat de plusieurs parties civiles, reproche à la banque d'avoir "vendu du vent dans l'objectif de mettre la main sur des biens immobiliers à forte valeur ajoutée."

De ses clients, l'avocat dit qu'ils ne sont "pas des spéculateurs mais des gens qui ont mis en garantie les biens de toute une vie".

En défense, Me Olivier Baratelli reproche à la justice française d'avoir "une vision passéiste d'un monde bancaire qui pratique depuis des siècles un principe simple: prêter de l'argent à des gens, contre une garantie sur leur maison."

Pour l'avocat, "ce dossier est une triste illustration d'une guerre idéologique contre des banquiers".



Copyright © 2017 AFP. Tous droits de reproduction et de représentation réservés.

🔊 Réagir 8

Partager 1

Tweet

+1

in

